

# Le processus Démobilisation, Désarmement, Réinsertion

**M. Dijoux**

## **Introduction**

Le [processus de démobilisation, désarmement, réinsertion] DDR des ex-combattants est un processus complexe à dimensions politiques, militaires, sécuritaires, humanitaires et socio-économiques. Il vise à aborder les défis sécuritaires post-confliktuels que posent les ex-combattants se retrouvant sans subsistances ni réseaux de soutien, autres que ceux de leurs anciens camarades, lors du passage critique de la guerre à la paix et au développement. Le DDR cherche à assurer la réinsertion sociale et économique des ex-combattants afin qu'ils deviennent des *parties prenantes* au processus de paix. Bien qu'une bonne partie d'un programme DDR se focalise sur les ex-combattants, les principaux *bénéficiaires* sont en fin de compte la communauté dans son ensemble<sup>1</sup>.

Autrement dit, le PNUD élabore des stratégies DDR complètes garantissant l'intégration d'impératifs sécuritaires à court terme dans des programmations de développement et de redressement à plus long terme. Ce programme, né en 1991, vise à provoquer le désengagement des combattants, tout en prenant en compte les aspects religieux et ou idéologiques. Ces processus sont souvent contenus dans les accords d'après-guerre et font partie intégrante des opérations, missions de maintien de la paix.

Dans la mesure où les opérations de maintien de la paix sont désormais le quotidien et le futur dans la résolution des crises et des conflits, quels enjeux entourent le processus DDR ?

Les enjeux de ce processus sont multiscalaires, de plus ils sont garants d'une stabilité régionale (et donc internationale) et d'une paix relative.

Le DDR est une initiative née sous l'impulsion des Nations unies permettant la reconstruction à la suite des conflits contemporains (I) et est une condition au processus de paix (II). Son efficacité semble cependant nuancée (III).

## **I. Une initiative internationale au profit de la résolution de conflits locaux**

### **I.1. Une réponse aux conflits qui ne sont pas des guerres**

Dans la majorité des conflits d'aujourd'hui, les tensions ne sont plus provoquées par un Etat extérieur mais se trouvent au cœur même des Etats. Les populations insatisfaites des conditions politiques et socio-économiques prennent les armes et se constituent en groupes rebelles, armés, voire terroristes. Ces groupes engendrent des économies et des pouvoirs parallèles auxquels les individus peuvent facilement s'identifier. Grâce à leur influence, ils deviennent parfois des acteurs légitimes, au moins auprès de leurs pairs, ce qui peut également influencer les gouvernements

---

<sup>1</sup> Définition du Programme des Nations unies pour le Développement - PNUD.

réellement légitimes. Dans ce contexte, les Nations unies ont créé le programme DDR qui est totalement intégré dans les opérations de maintien de la paix. Ce programme, qui commence par le désarmement, est inscrit dans de nombreuses doctrines occidentales. C'est le cas de la France qui, plaçant la population au cœur de son action, a publié le FT01<sup>2</sup> en expliquant succinctement le DDR. Il est entre autre crucial de former les forces locales à la suite ou en même temps que le désarmement des combattants. Il arrive également que certains combattants rejoignent les rangs de ces forces.

## **I.2. Les zones d'action**

Depuis les années 2000 (voire plus largement depuis la fin de la guerre froide), la grande majorité des conflits armés est localisée en Afrique. Actuellement, les équipes de DDR agissent dans les opérations de maintien de la paix en République centrafricaine (MINUSCA), au Darfour (MINUAD), en République démocratique du Congo (MONUSCO), en Haïti (MINUSTAH), au Mali (MINUSMA), et au Soudan du Sud (MINUSS). La Section DDR appuie également les opérations des missions politiques spéciales en Colombie, en Libye (MANUL), et en Somalie (MANUSOM)<sup>3</sup>, ainsi que le Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine (BNUUA) et le Bureau du Conseiller spécial du Secrétaire général au Burundi. Toutes ces équipes de DDR agissent auprès des ex-combattants, tout en répondant aux besoins essentiels des populations.

## **I.3. Des évolutions pour s'adapter aux différents contextes**

Une des priorités stratégiques du DDR pour les Nations unies est la lutte contre la violence au sein de la collectivité. Ainsi le Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix a déclaré en 2016 : « La lutte contre la violence au sein de la collectivité s'est avérée utile dans de nombreux contextes différents, précisément parce qu'elle est agile et axée sur l'être humain... C'est un exemple décisif du maintien de la paix qui apprend à s'adapter et à innover. » En République démocratique du Congo, la MONUSCO a mis en place le DDR de 2<sup>e</sup> génération. Celui-ci incorpore une nouvelle stratégie baptisée Réduction de Violence Communautaire (CVR). Le CVR est un

---

<sup>2</sup> Centre de Doctrine d'Emploi des Forces – Gagner la bataille, conduire la paix : les forces terrestres dans les conflits aujourd'hui et demain.

<sup>3</sup> MINUSCA : Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique. La MINUSCA est mandatée pour protéger les civils et appuyer à la mise en œuvre de la transition en République centrafricaine.

MINUAD : Mission conjointe des Nations unies et de l'Union africaine au Darfour. La MINUAD a pour but d'établir la paix à l'ouest du Soudan, dans la province du Darfour.

MONUSCO : Mission de l'Organisation des Nations unies en République démocratique du Congo. Cette mission est indispensable pour répondre aux défis sécuritaires en RDC.

MINUSTAH : Mission des Nations unies pour la stabilisation en Haïti. Mission qui coure de 2004 à 2017, la Mission des Nations unies pour l'appui à la justice en Haïti a pris le relais.

MINUSMA : Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali. C'est la composante principale de l'intervention militaire au Mali.

MINUSS : Mission des Nations unies au Soudan du Sud. Cette mission a été mise en place suite à l'indépendance ce pays en 2011.

MANUL : Mission d'appui des Nations unies en Libye. C'est une mission de soutien politique qui a été mise en place suite à la chute de Mouammar Kadhafi.

MANUSOM : Mission d'assistance des Nations unies en Somalie. La MANUSOM tente de protéger les populations contre les insurgés islamistes shebab.

complément du DDR et met l'accent sur l'aspect communautaire. Le processus DDR était en effet basé sur l'individu quand le CVR tente de responsabiliser l'ensemble de la communauté en renforçant la cohésion sociale. Les défis sécuritaires évoluent selon le contexte et il est donc impératif que les organismes, qu'est le DDR par exemple, puissent évoluer sans contrainte administrative excessive.

Les organismes qui font partie des opérations de la paix, parmi lesquels le DDR, sont indispensables pour rétablir des conditions de vie sûres et génératrices d'un regain économique.

## **II. Un processus nécessaire**

### **II.1. Une étape de la stabilisation**

Les différentes doctrines occidentales accordent une importance cruciale aux populations. Ces dernières se retrouvent au milieu des conflits contemporains et sont également un enjeu : il est communément admis qu'il faut gagner les cœurs et les esprits pour gagner une guerre. Et pour s'attacher une population, il est nécessaire de recréer et de pérenniser les fonctions de bases que sont la santé, l'eau et l'énergie. La multiplication des actions civilo-militaires s'est faite dans ce cadre, pour rétablir les fonctions vitales des Etats fragilisés. Le DDR travaille également avec des organisations humanitaires, internationales ou non gouvernementales, ou encore spécialisées. Il rencontre périodiquement ces différents partenaires pour prendre en compte les réalités du terrain et ainsi proposer un plan d'action cohérent à des situations toujours plus complexes et où l'extrémisme violent s'intensifie.

### **II.2. La réinsertion**

Bien que le DDR a permis à plus de 215 000 personnes à travers le monde de se désarmer et de se démobiliser, l'étape de la réinsertion est la plus critique. Il est problématique de réussir à réinsérer tous les ex-combattants alors que la paix n'est pas toujours actée. Les acteurs du DDR tentent de les réinsérer dans des milieux sociaux en premier lieu, pour que chaque personne prenne conscience de l'importance qu'a la communauté pour le bon fonctionnement de la société, au niveau de l'Etat ou à des niveaux inférieurs. Mais ces ex-combattants sont également très souvent réinsérés dans des postes servant à la sécurité. Au Mali, en avril 2019, près de 1 800 ex-combattants ont rejoint les rangs de l'armée malienne. Ces ex-combattants faisaient auparavant partie de la Coordination des Mouvements de l'Azawâd. Les autorités locales espèrent ainsi qu'ils constitueront « l'embryon de l'armée nouvelle ». Dans ce cas précis, ils possèdent déjà certaines compétences de combattants, il ne manque plus qu'à leur inculquer un cadre (juridique, hiérarchique et social...).

### **II.3. Vers une harmonie sociale**

Le fait que les ex-combattants rejoignent la société civile permet de bâtir de solides fondations à un système social et politique stable. Ces ex-combattants qui autrefois étaient des acteurs d'instabilité, ont l'occasion de participer au contraire à la stabilité de leur pays ou de leur région. Le processus DDR permet à la fois de recréer une cohésion sociale mais également d'épuiser les rangs des groupes armés. Les ex-combattants commencent par suivre des formations spécifiques à leurs vies futures, les

ennemis d'hier deviennent les partenaires de demain. Parmi ces formations, sont dispensés des cours de mécanique, de pastoralisme, d'agriculture, d'activités économiques ou encore, comme cité précédemment, des formations militaires. L'objectif premier de la réinsertion est d'édifier un nouveau socle de confiance entre les citoyens.

Ce processus basé sur la confiance reste pour autant fragile, et la confiance se construit sur de nombreuses années.

### **III. Un programme efficace ?**

#### **III.1. Des limites administratives et structurelles**

Le programme DDR peine cependant à aboutir car il comporte de trop nombreuses faiblesses. Tout d'abord c'est un processus lent à mettre en place. Puisque le DDR est un processus couvert par un cadre juridique, il s'en suit une lenteur administrative qui ne favorise pas la rapidité du retour à la paix. Par la suite, les décisions de règlement des conflits sont prises par des puissances qui ne vivent pas au cœur des populations, et donc des conflictualités locales. Cela renforce l'animosité de ces populations envers les « donneurs de leçons ». Certaines coutumes locales n'ont pas de valeur juridique, pourtant, elles permettent de suivre une certaine éthique et un cadre. Les règles occidentales (ou mœurs) ne sont pas appliquées, et ne peuvent l'être, dans des pays qui peinent à trouver leur identité, au moins depuis la décolonisation.

#### **III.2. Des limites humaines**

Le DDR (et plus largement les opérations de maintien de la paix) est très critiqué à travers le monde : il échoue fréquemment. Les exemples ne manquent pas : pour le cas de l'Haïti, un institut canadien de recherche et conseil pour la sécurité internationale propose de remanier totalement le processus DDR pour aller beaucoup plus loin dans ses prérogatives. Mais le processus ne fonctionne pas à merveille non plus au Darfour, en République centrafricaine, en Colombie, ni au Mali. Cette forme de paix relative instaurée est nécessaire mais malheureusement, dans ces pays, les différentes parties ne souhaitent faire aucune concession. En mars dernier, des miliciens Dogons (peuple du Mali) s'en sont pris à des anciens djihadistes peuls dans le village d'Ogossagou. Les Dogons ont d'importants ressentiments envers les peuls qui ont commis des exactions dans toute la région. De plus des rivalités traditionnelles entre éleveurs et agriculteurs ont toujours existé. Les ex-combattants peuls ont suivi le programme DDR durant quelques mois, mais les Dogons sont arrivés dans le village d'Ogossagou pour brûler le village et massacrer la population, y compris des non combattants, qui étaient accusés de venir en aide aux djihadistes.

#### **III.3. Des promesses de mise en œuvre politique non tenues**

La dernière faille qui sera évoquée ici est la différence de mise en œuvre selon les dirigeants politiques, à toutes les échelles. Le cas de l'Afrique est le plus complexe aux yeux des pays occidentaux car les pouvoirs se superposent. Il y a en effet un dirigeant national puis une multitude de pouvoirs locaux. Il y a, de plus, certaines milices ou groupes armés qui prennent tant d'ampleur sur leur territoire, qu'ils peuvent eux aussi exercer une autorité légitime parallèle. Cependant je préférerais prendre comme dernier exemple le cas de la Colombie. La Colombie a connu dès les années 1930 des conflits entre grands propriétaires terriens et paysans dépourvu de richesse, qui

ont très vite adopté l'idéologie communiste. Quelques années plus tard, le mouvement s'amplifie et les Forces armées révolutionnaires de Colombie naissent dans tout le pays. Son objectif est de prendre le pouvoir en Colombie, en utilisant le mode opératoire de la guérilla. De plus, dans les années 80 ils se mettent au trafic de drogue et à des enlèvements contre rançons. Les FARC ont commis de nombreux crimes jusqu'en 2016, date à laquelle un accord de paix a été signé entre les FARC et le gouvernement, et grâce auquel l'ancien président colombien Juan Manuel Santos a obtenu le prix Nobel de la paix. Les FARC ont bénéficié du DDR et ont même pu créer leur parti politique. Cependant, en 2019, le nouveau président Iván Duque annonce n'être tenu par aucune obligation envers les FARC et ceux-ci décident de reprendre la lutte armée.

## **Conclusion**

Le processus DDR est un enjeu majeur pour la stabilité post-conflits. Ce programme, piloté par les Nations unies, permet aux sociétés locales de se reconstruire suite aux conflits contemporains qui éclatent majoritairement en Afrique. C'est un programme évolutif qui prend en compte les différents contextes et intensités des conflits. Comme en atteste le pilier réinsertion, le DDR s'avère nécessaire à la stabilisation et à la normalisation. En effet, les anciens combattants (souvent illégitimes), peuvent retrouver une vie ordinaire dans leurs villages ce qui participe à un certain rééquilibre social. Néanmoins, l'efficacité du DDR est parfois remise en cause. Bien que le processus se base sur la volonté de chacune des parties, les accords parmi lesquels figure le DDR ne sont pas toujours respectés. Ce processus se voit finalement utopique car il a de trop nombreuses limites. Serait-il possible d'établir un processus plus contraignant auquel il y aurait plus de contrôle ?

La majorité des sources provient des Nations unies, du journal Jeune Afrique, et quelques informations sur Wikipédia.